

À quoi va servir le prochain rapport spécial du GIEC ?

Author



1. [Michel Damian](#)

Professeur émérite, Université Grenoble Alpes

Adopté en 2015, l'[Accord de Paris](#) propose de « Contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C. »

À ce titre, les États [ont demandé](#) aux spécialistes du [GIEC](#) de « produire en 2018 un rapport spécial sur l'impact d'un réchauffement global de 1,5 °C ». Ce document est attendu pour octobre 2018.

À quoi va-t-il servir ?

Une commande politique

Les objectifs du type « limitation de l'élévation des températures à 1,5 °C » ne sont pas des seuils imposés par les scientifiques ; ils résultent de choix politiques, comme le soulignait [dans une interview](#) de décembre 2015 la scientifique Valérie Masson-Delmotte, vice-présidente du groupe de travail I du GIEC (celui en charge des sciences du climat).

L'exigence de limitation à 1,5 °C a été portée dans les [derniers jours de la COP21](#) par une coalition de petits États insulaires, de pays particulièrement vulnérables au réchauffement et de pays en développement.

Les climatologues du GIEC se sont bien gardés de participer au débat. Des scientifiques auraient même été [briefés par des ONG](#) pour ne pas intervenir à l'encontre d'un plafond auquel ils ne croient pas ou plus.

« Inclure les 1,5 °C dans l'Accord était un [objectif moral](#) », a plaidé Saleemul Huq, directeur de l'International Centre for Climate Change and Development de Dhaka (Bangladesh) et avocat célèbre

des pays pauvres et vulnérables.

Ce que disent les climatologues

Les travaux publiés depuis conduisent à deux certitudes.

Premièrement, un accroissement additionnel de 0,5 °C (de 1,5 °C à 2 °C) marquerait le contraste entre des événements climatiques qui se situent dans la limite supérieure de la variabilité naturelle d'aujourd'hui et un [nouveau régime climatique](#), tout particulièrement dans les régions tropicales.

Ensuite, ne pas dépasser les 1,5 °C exige de réduire drastiquement, et rapidement, les émissions de gaz à effet de serre. Et donc de révolutionner les [systèmes énergétiques](#), les modes de produire et les styles de vie.

Les [incertitudes](#) demeurent cependant grandes, en particulier sur le budget carbone disponible – c'est-à-dire le CO₂ qu'il est encore possible d'émettre – pour ne pas dépasser [2 °C](#) ou [1,5 °C](#) de réchauffement ; et aussi sur les [relations entre émissions et changements de température](#), qui rendent bien difficile de savoir si l'on se dirige effectivement vers un réchauffement de 1,5 °C ou plutôt de 2 °C.

Le rapport à paraître en octobre présentera l'état de l'art des travaux scientifiques sur ces questions. S'agissant des « émissions négatives », volet essentiel de la lutte contre le changement climatique, ces travaux sont pour l'heure cacophoniques.

Émissions négatives et pompage du CO₂

Par « émissions négatives », on entend les « solutions » (réunies sous le terme de « géo-ingénierie) qui permettraient en théorie de retirer au moins autant de carbone de l'atmosphère que l'humanité n'en émet ; il s'agirait ensuite, en continuant à extraire, de diminuer la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, qui sans cela y demeureront pour des millénaires.

Les technologies proposées vont des plus sensées aux plus exotiques ou farfelues, risquées à de multiples titres : reforestation, absorption et stockage renforcés du carbone dans les sols, capture et stockage du carbone (CCS), bioénergie avec CCS, enrichissement de l'océan en fer ou en fertilisants et, enfin, la capture directe – le « pompage » – du CO₂ dans l'atmosphère ([direct air capture](#), DAC).



Prototype mis au point par la société canadienne Carbon Engineering pour aspirer le gaz carbonique en vue de le transformer en combustible. Carbon Engineering

Le GIEC défend le pompage du CO₂

Le *draft* du rapport du GIEC à paraître en octobre 2018 est [terminé](#) depuis septembre 2017. Il est actuellement en révision auprès de centaines d'experts internationaux. Un exemplaire a cependant [fuité](#) en janvier dernier.

Trois idées-forces, polémiques, en ressortent.

Il apparaît tout d'abord que la possibilité de limiter le réchauffement à 1,5 °C d'ici la fin de ce siècle est [« extrêmement improbable »](#). Sauf, si...

Il y aurait en effet un espoir, ou plutôt une condition, si l'on veut tenter de limiter l'ampleur du réchauffement : retirer rapidement du CO₂ de l'atmosphère. Jonathan Lynn, le porte-parole de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC), [a confirmé](#) ce point du *draft* : pas de solution sans « émissions négatives ».

Le *draft* précise que les gouvernements devront engager le [pompage du carbone](#) de l'atmosphère pour réussir à ne pas dépasser les 1,5 °C. Qu'une telle technologie puisse être développée aux échelles requises est aujourd'hui absolument inenvisageable.

Ne serait-ce que par les coûts économiques gigantesques du pompage : retirer de l'atmosphère juste 1 % des émissions mondiales coûterait autour de [400 milliards de dollars/an](#), sans compter les coûts de stockage permanent du CO₂.

L'Académie européenne des sciences n'y croit pas

L'Académie européenne des sciences ([EASAC](#)) – composée de membres des académies nationales de 29 pays – a publié, le 1^{er} février dernier, un [rapport](#) sur les émissions négatives : *Negative emission technologies : What role in meeting Paris Agreement targets ?*

Présentant ce rapport, le quotidien britannique [The Guardian soulignait](#) : « La “baguette magique” du pompage du carbone de l'atmosphère pour stopper les changements climatiques est inenvisageable. »

Les académiciens européens disent les choses en termes plus mesurés, mais tout aussi définitifs. Pour eux, les « émissions négatives », dont le pompage du CO₂, ont un [« potentiel réaliste limité »](#). Et aucune ne permettra de retirer les milliards de tonnes de CO₂ envisagés dans les scénarios du GIEC.

Elles ne peuvent ensuite absolument pas constituer la base de la [politique de l'Union européenne](#) pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Un rapport inutile ?

Dans la gouvernance climatique post-Accord de Paris, le rôle de l'expertise scientifique est en train de radicalement changer soutiennent Silke Beck et Martin Mahony dans la revue *Nature Climate Change*. Le GIEC, écrivent les auteurs, devrait jouer un rôle de [facilitateur](#) du dialogue pour traiter des solutions éventuelles, donc des choix en présence, et de leurs implications politiques multiples.

Le rapport à paraître en octobre 2018 pourrait-il être le facilitateur d'un tel dialogue renouvelé entre parties prenantes ?

Au vu des positions des scientifiques sur les émissions dites « négatives » et de la technologie hypothétique et controversée du pompage du carbone, comme de la montagne d'incertitudes qui ne seront pas levées de sitôt, rien n'est gagné...

Une seule chose demeure certaine : le rapport 1,5 °C réaffirmera l'urgence absolue à agir.